RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

DECISION N° E 035/95

du 29 décembre 1995

Affaire : N'GUESSAN Didia Lambert

C/

YAO Animam

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE, LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

VU enregistrée au Secrétariat Général du Conseil constitutionnel le 12 décembre 1995 sous le n° E.127/95, la requête du même jour par laquelle Monsieur N'GUESSAN Didia Lambert conteste le résultat des élections législatives qui se sont déroulées dans la Circonscription électorale de SIKENSI ;

Considérant que pour contester les résultats de ces élections, Monsieur N'GUESSAN Didia Lambert invoque des irrégularités telles que l'utilisation du PARAPLUIE comme sigle par deux candidats et ce par la faute de l'Administration qui n'a pas daigné les départager, des recensements fictifs au campement Dikebié, le transport aux lieux de vote de personnes non recensées au moyen de véhicules administratifs, le bourrage d'urnes par les représentants d'accéder aux bureaux de vote, la terreur semée au sein de la population par les militaires sur ordre du Secrétaire Général du Gouvernement ;

Considérant que selon le requérant, ces irrégularités mettent en doute la sincérité du scrutin ;

VU la Constitution, notamment son article 30 nouveau ;

VU la loi n° 94-439 du 16 août 1994 modifiée par la loi n° 95/523 du 06 juillet 1995 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel, notamment ses articles 37 à 42 et 51 ;

VU la loi n° 94-642 du 13 décembre 1994 portant Code électoral ses articles 101 et 105 ;

VU les pièces du dossier ;

OUI le Conseiller Rapporteur ;

SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

Considérant que la requête de Monsieur N'GUESSAN Didia Lambert en annulation des élections législatives du 26 novembre 1995 dans la circonscription électorale de Sikensi commune et sous-préfecture satisfait aux exigences de forme et délai prévus par la loi et est en conséquence recevable ;

AU FOND

Considérant que le requérant ne rapporte pas la preuve de ses allégations, qu'au surplus ses représentants n'ont porté aucune réclamation sur les procès-verbaux de dépouillement, qu'en tout état de cause, les 471 voix du candidat R.D.R. dont le sigle aurait pu prêter à confusion avec le sien ajoutées aux 214 voix qu'il a obtenues n'affectent nullement le résultat de 6.106 voix obtenues par Monsieur YAO Animan Salomon. Qu'il s'en suit que sa requête doit être rejetée comme mal fondée ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête par laquelle Monsieur N'GUESSAN Didia Lambert conteste les élections législatives du 26 novembre 1995 dans la circonscription électorale de Sikensi commune et sous-préfecture est recevable ;

Article 2 : Ladite requête est rejetée comme mal fondée ;

Article 3 : La présente décision sera transmise au Président de la République pour publication et notifiée à Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, ainsi qu'aux parties.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 29 décembre 1995 où siégeaient :

MM.	Noël NEMIN	Président
	Henri Ebé TONIAN	Vice-Président
	Théodore Attobra KOFFI	Vice-Président

Mme	Martine TIACOH	Membre du Conseil constitutionnel et Rapporteur
MM.	Joseph-Désiré Koudou GAUDJI	Membre du Conseil constitutionnel
	Abdoulaye BINATE	Membre du Conseil constitutionnel
	Jules Douai SIOBLO	Membre du Conseil constitutionnel
	Siaka BAMBA	Membre du Conseil constitutionnel
	Alphonse Yao KOUMAN	Membre du Conseil constitutionnel

Et avec le concours de Monsieur Mamadou BERTE, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

Mamadou BERTE

Noël NEMIN